

Établissement de rapports au titre de l'indicateur mondial 6.5.2 des ODD

NOTE EXPLICATIVE

A. Contexte

En 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses Objectifs de développement durable (ODD), comprenant l'ODD 6 : garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau.

Afin de faire le point sur les progrès réalisés par rapport aux ODD, les Etats Membres des Nations Unies, via l'intermédiaire ont élaboré, fin 2015 et début 2016, un cadre d'indicateurs mondiaux, qui a ensuite été adopté par la Commission de statistique des Nations Unies en mars 2016.

La cible 6.5 invite les pays à mettre en œuvre la gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière, selon ce qui convient. Afin de mesurer les progrès concernant la coopération transfrontière conformément à la cible 6.5, l'indicateur 6.5.2 a été adopté. L'indicateur est défini comme le « *pourcentage de la superficie d'un bassin transfrontière¹ doté d'un dispositif de coopération opérationnel* ».

Pour l'ODD 6, l'ONU-Eau a coordonné les données techniques apportées par l'IAEG-ODD concernant les indicateurs pertinents et les méthodes pour leurs mesures. La CEE-ONU et l'UNESCO ont dirigé l'élaboration de la méthode étape par étape pour calculer l'indicateur 6.5.2. Pour chaque indicateur, l'IAEG-ODD a proposé des agences au niveau mondial. Compte tenu de leur mandat en ce qui concerne les questions relatives aux eaux transfrontières, la CEE-ONU et l'UNESCO ont été proposées comme agences depositaires pour l'indicateur 6.5.2. Reconnaisant l'importance de l'intégration au sein de l'ODD 6, les agences depositaires concernées par cet objectif collaborent dans le cadre de la Surveillance intégrée des cibles des ODD liées à l'eau et à l'assainissement (GEMI), opérant sous l'égide de l'ONU-Eau².

L'établissement de rapports via le présent modèle aidera à recueillir les informations sur les progrès de la coopération transfrontière au titre de l'Objectif de développement durable (ODD) 6, cible 6.5 conformément à l'indicateur mondial 6.5.2. Cela contribuera également à l'Initiative pour la surveillance intégrée (GEMI) de l'ODD 6 de l'ONU-Eau.

B. Contenu du modèle

Afin de recueillir des informations complètes, de simplifier l'établissement de rapports et d'uniformiser l'ensemble des informations reçues des pays, le modèle est conçu comme un questionnaire à compléter.

Le modèle est divisé en quatre parties :

- Partie I – Calcul de l'indicateur 6.5.2 des ODD
- Partie II – Informations concernant chaque bassin ou groupe de bassins transfrontières
- Partie III – Informations d'ordre général sur la gestion des eaux transfrontières au niveau national
- Partie IV – Questions finales

La Partie I du modèle a été préparée par la CEE-ONU et l'UNESCO dans le cadre de l'élaboration des activités des indicateurs de l'ONU-Eau pour appuyer le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux ODD (IAEG-ODD). Les Parties II et III reposent sur un questionnaire élaboré par les Etats membres dans le cadre de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières

¹ Les **bassins transfrontières** sont des bassins d'eaux transfrontières, dont les eaux de surface (notamment les cours d'eau et les lacs) ou les eaux souterraines / aquifères marquent, traversent ou sont situées sur la frontière entre un ou plusieurs Etats.

² Pour de plus amples informations, veuillez consulter <http://www.unwater.org/gemi/en/>.

et des lacs internationaux (Convention sur l'eau), dont le secrétariat est assuré par la CEE-ONU, afin de suivre les progrès de la coopération transfrontière et de l'application de la Convention³.

Les questions peuvent être soit « fermées », (Oui / Non), auquel cas il convient de cocher la case qui convient ; soit « ouvertes », auquel cas, des informations complémentaires doivent être communiquées, comme il est indiqué entre crochets [à compléter] ; soit mixtes.

Selon la situation du pays, il ne sera pas toujours nécessaire d'inscrire les informations complémentaires dans l'espace prévu à cet effet. Veuillez répondre aux questions ouvertes de manière très succincte, en moins de 200 mots, en utilisant des listes de puces [•] si nécessaire. Le pays établissant le rapport peut à se référer aux rapports établis dans le cadre d'autres accords multilatéraux relatifs à l'environnement auxquels il est partie.

C. A qui s'adresse l'établissement de rapports et comment y répondre ?

Tous les pays ayant des eaux transfrontières dans leur territoire sont invités à établir un rapport.

Tous les pays établissant un rapport sont invités, dans la mesure du possible, à remplir toutes les parties du modèle, car elles permettent de dresser un tableau complet de la situation de la coopération concernant les eaux transfrontières. Le modèle global peut être utile pour suivre les progrès de plus près au-delà de la valeur de l'indicateur et pour améliorer la description de la référence actuelle. Ceci est fort précieux, car l'indicateur repose inévitablement sur un certain nombre de critères définissant des seuils minimums et les informations des Parties II et IV permettent de suivre les progrès à l'égard de ces différents critères.

La Partie II devra être complétée pour chaque bassin transfrontière, (c.à.d. bassins de cours d'eau et de lacs ou d'aquifères, qui marquent, traversent ou sont situées sur la frontière entre un ou plusieurs États) (veuillez copier le modèle et remplir un exemplaire pour chaque bassin transfrontière). Les pays peuvent coordonner leurs réponses avec d'autres États avec lesquels ils partagent les bassins transfrontiers en question, voire établir un rapport commun pour les bassins partagés.

D. Utilisation des informations communiquées

L'établissement de rapports possède avant tout une importance et une utilité nationale pour aider à la prise de décision aux niveaux national et transfrontière.

Au niveau mondial, les données recueillies dans le cadre du rapport seront développées pour définir la référence mondiale pour l'état de la coopération transfrontière conformément à l'indicateur 6.5.2.

Les résultats, y compris les rapports de synthèse, seront soumis au forum politique de haut niveau en juillet 2018, qui sera axé, entre autre, sur un examen approfondi de l'ODD 6.

Une discussion sur l'avancement de la coopération transfrontière à l'échelle mondiale tenant compte des résultats de l'exercice d'établissement de rapports aura également lieu dans le cadre de la huitième session de la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau qui se tiendra fin 2018.

³ La Convention sur l'eau vise à protéger et assurer la quantité, la qualité et l'utilisation durable des ressources en eaux transfrontières en favorisant la coopération. Initialement négociée comme un instrument régional pour la région de la CEE-ONU, la Convention est devenue un cadre juridique universellement disponible pour la coopération concernant les eaux transfrontières, après une procédure d'amendement. Depuis le 1^{er} mars 2016 tous les pays Membres de l'Organisation des Nations Unies peuvent adhérer à la Convention (pour de plus amples informations, veuillez consulter : <http://www.unece.org/env/water/>).

E. Délais pour l'établissement de rapports

Les pays sont invités à soumettre le modèle complété avant le **15 juin 2017** à la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU) et à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Les pays sont invités à soumettre, aux deux adresses ci-dessous, une copie originale signée par la poste et une copie électronique par e-mail. Les copies électroniques devront être disponibles au format pdf (pour la copie signée) ainsi que dans un logiciel de traitement de texte de type word. Tous les éléments graphiques doivent être fournis dans des fichiers distincts.

Adresses :

Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU) Palais des Nations 1211 Genève 10 Suisse	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) 7 Place de Fontenoy 75015 Paris France
E-mails : transboundary_water_cooperation_reporting@unece.org	transboundary_water_cooperation_reporting@unesco.org

MODÈLE

Nom du pays : [SENEGAL]

Partie I. Calcul de l'indicateur 6.5.2 des ODD

a. Méthode

La présente partie permet de calculer l'indicateur 6.5.2 des Objectifs de développement durable, qui est défini comme la *proportion du bassin transfrontière ayant un arrangement opérationnel pour la coopération concernant l'eau*. Les informations recueillies dans la partie II aideront à compléter cette partie.

En utilisant les informations recueillies dans la partie II, les informations recueillies dans la présente section permettent de calculer l'indicateur 6.5.2 des Objectifs de développement durable, qui est défini comme la *proportion du bassin transfrontière ayant un arrangement opérationnel pour la coopération concernant l'eau*. La méthode de surveillance étape par étape pour l'indicateur 6.5.2.⁴, élaborée par la CEE-ONU et l'UNESCO dans le cadre de l'ONU Eau, peut être consulté pour le détail des données, des définitions et des calculs nécessaires.

La valeur de l'indicateur au niveau national est obtenue en **additionnant la superficie de la surface des bassins hydrographiques couvrant les eaux de surfaces et les aquifères transfrontières (c.-à-d. les bassins transfrontières) dans un pays et qui sont couvertes par un arrangement opérationnel et en divisant la superficie obtenue par la superficie totale de tous les bassins transfrontières du pays (tant les bassins hydrographiques que les aquifères)**.

Les **bassins transfrontières** sont des bassins d'eaux transfrontières, dont les eaux de surface (notamment les cours d'eau et les lacs) ou les eaux souterraines marquent, traversent ou sont situées sur la frontière entre un ou plusieurs Etats. Pour les besoins du calcul de cet indicateur, pour un cours d'eau ou un lac transfrontière, la surface du bassin est déterminée par l'étendue de son bassin hydrographique ; pour les eaux souterraines, la surface à prendre en compte est l'étendue de son aquifère.

Un « **arrangement pour la coopération dans le domaine de l'eau** » est un traité, une convention, un accord ou un arrangement formel bilatéral ou multilatéral entre les pays riverains fournissant un cadre de coopération pour la gestion des eaux transfrontières.

Tous les critères suivant doivent être remplis pour que l'arrangement puisse être considéré « opérationnel » :

- il y existe un organe commun, un mécanisme ou une commission commune (par ex. une organisation de bassin versant) pour la coopération transfrontière,
- il existe des communications périodiques (au moins une fois par an) et officielles entre les pays riverains sous la forme de réunions (au niveau soit politique, soit technique),
- il existe un ou des plans de gestion commune ou coordonnée, ou des objectifs communs ont été fixés, et
- il existe un échange périodique de données et d'informations (au moins une fois par an).

⁴ Disponible à l'adresse : <http://www.unwater.org/publications/publications-detail/en/c/428764/>

b. Calcul de l'indicateur 6.5.2

Veillez lister dans les tableaux ci-dessous les bassins transfrontières (cours d'eau, lacs et aquifères) se trouvant sur le territoire de votre pays et veuillez nous fournir les informations suivantes pour chacun d'eux :

- le ou les pays avec lesquels les bassins sont partagés ;
- la superficie de ces bassins (le bassin hydrographique des cours d'eau ou des lacs et l'aquifère dans le cas des eaux souterraines) dans le territoire de votre pays (en km²) ; et
- la superficie de ces bassins sur le territoire de votre pays qui est couverte par un arrangement de coopération qui est opérationnel selon les critères énumérés ci-dessus (veuillez prendre en considération les réponses aux questions de la partie II, notamment les questions 1, 2, 3, 4 et 6).

Dans le cas où un arrangement opérationnel n'est en place que pour un sous-bassin ou une partie d'un bassin, veuillez indiquer ce sous-bassin juste après le bassin transfrontière dont il fait partie. Dans le cas où il existe un arrangement opérationnel pour l'ensemble du bassin, veuillez ne pas énumérer les sous-bassins dans le tableau ci-dessous.

Bassins transfrontières (cours d'eau ou lacs) [veuillez ajouter autant de lignes que nécessaire]

Nom du bassin / sous-bassin transfrontière	Partagé avec les pays suivants :	Superficie du bassin / sous-bassin (en km ²) sur le territoire du pays	Superficie du bassin / sous-bassin couverte par un arrangement opérationnel sur le territoire du pays
Bassin du fleuve Sénégal	Mauritanie, Mali, Guinée Conakry	27 500 Km ²	27 500 Km ²
Bassin du fleuve Gambie-Kayanga/Geba-Koliba/Corubal	Gambie, Guinée Bissau, Guinée Conakry	54 631 Km ²	54 631 Km ²
Superficie totale des bassins / sous bassins de cours d'eau et lacs transfrontières couverts par un arrangement institutionnel sur le territoire du pays (en km²) [A] (veuillez ne pas compter les sous-bassins deux fois)		A = 27 500 + 54 631 A = 82 131 Km²	
Superficie totale des bassins de cours d'eau et lacs transfrontières sur le territoire du pays (en km²) [B] (veuillez ne pas compter les sous-bassins deux fois)		B = 82 131 Km²	

Aquifères transfrontières [veuillez ajouter autant de lignes que nécessaire]

Nom de l'aquifère transfrontière	Partagé avec les pays suivants :	Superficie (en km ²) ⁵ dans le territoire du pays	Couvert par un arrangement opérationnel (oui / non)
Bassin Sénégalo-Mauritanien	Sénégal, Guinée, Mauritanie et Gambie	159 000 Km ²	Néant = 0
Sous-total : superficie des aquifères transfrontières couverts par un arrangement institutionnels (en km²) [C]		0	
Superficie totale des aquifères transfrontières (en km²) [D]		159 000 Km²	

Valeur de l'indicateur pour le pays = ((A + C)/(B + D)) x 100%

Valeur de l'indicateur = ((82 131 + 0) / (82 131 + 159 000)) x 100% = **34,06 %**

Valeur de l'indicateur = 34,06 %

Informations complémentaires

Si la personne répondant à des commentaires pouvant clarifier les hypothèses ou les interprétations faites pour le calcul, ou le niveau de certitude de l'information géographique, veuillez les écrire ici.

Informations géographiques

Si une carte (ou des cartes) des bassins hydrographiques des eaux de surfaces transfrontières et des aquifères transfrontières (c.à.d. des bassins transfrontières) sont disponibles, veuillez les joindre. Idéalement, envoyez au format *Shape files* (fichiers de formes) des délimitations des bassins et des aquifères pouvant être consultés dans des Systèmes d'information géographique.

NB :

OMVS : Carte de délimitation du BFS (SDAGE atlas : Limites administratives)

OMVG : Rechercher carte de situation du BFG-Kayanga/Geba-Koliba/Corubal

Partie II. Informations concernant chaque bassin ou groupe de bassins transfrontières

Veuillez remplir cette deuxième partie pour chaque bassin transfrontière (cours d'eau, lac ou aquifère), ou pour un groupe de bassins couverts par le même accord ou arrangement et pour lesquels les conditions sont similaires. Il pourrait également être commode de regrouper les bassins ou sous-bassins dans lesquels votre pays a une participation très faible⁶. Dans certains cas, vous pouvez fournir des informations sur un bassin et l'un ou plusieurs de ses sous-bassins, par exemple, lorsque votre pays est partie à des accords portant à la fois sur le bassin et sur son sous-bassin⁷. Vous pouvez coordonner vos

⁵ Pour un aquifère transfrontière, l'étendue est dérivée de la délimitation du système aquifère qui est couramment faite en se fondant sur les informations du sous-sol (notamment l'étendue des formations géologiques). En règle générale, la délimitation des systèmes aquifères est basée sur la délimitation de l'étendue des eaux reliées hydrologiquement dans les formations géologiques. Les systèmes aquifères sont des objets en trois dimensions et la superficie de l'aquifère prise en compte est la projection sur la surface terrestre du système. Idéalement, lorsque différents systèmes aquifères ne sont pas reliés hydrologiquement mais superposés verticalement, les différentes superficies projetées sont considérées de manière séparée, à moins que les différents systèmes aquifères ne soient gérés de manière commune.

⁶ En principe, la partie II doit être présentée pour tous les bassins, cours d'eau, lacs ou aquifères transfrontières du pays, mais les États peuvent décider de regrouper les bassins dans lesquels leur part est faible ou omettre les bassins dans lesquels leur part est négligeable, par exemple inférieure à 1 %.

⁷ Dans la partie II, le terme « accord » recouvre toutes sortes de traités, conventions et accords prévoyant une coopération dans le domaine des eaux transfrontières.

réponses avec d'autres États avec lesquels votre pays partage le bassin ou l'aquifère en question, voire établir un rapport commun pour les bassins partagés. Les informations d'ordre général sur la gestion des eaux transfrontières au niveau national doivent figurer dans la partie III et ne pas être répétées dans la présente partie.

Veillez répondre à toutes les questions de la partie II pour chaque bassin, cours d'eau, lac ou aquifère, ou groupe de bassins transfrontière.

Section 1 : Bassin du fleuve Sénégal

Nom du bassin, du cours d'eau, du lac ou de l'aquifère transfrontière ou du groupe de ces entités, liste des États riverains et part du pays dans le bassin :

1. Existe-t-il un ou plusieurs accords ou arrangements (bilatéraux ou multilatéraux) transfrontières concernant ce bassin ?

Un ou plusieurs accords ou arrangements existent et sont en vigueur

Un accord ou un arrangement a été élaboré, mais il n'est pas en vigueur

Un accord ou un arrangement a été élaboré, mais il n'est pas en vigueur pour tous les riverains

Indiquer le nom du ou des accords ou des arrangements : [à compléter]

Un accord ou un arrangement est en cours d'élaboration

Il n'existe pas d'accord

S'il n'y a pas d'accord ou d'arrangement ou si l'accord ou l'arrangement n'est pas en vigueur, expliquer brièvement pourquoi et donner des informations sur tout projet visant à remédier à la situation : [à compléter]

NB :

Pour le bassin du Fleuve Sénégal (BFS), cette arrangement et matérialisé à partir de la convention relative au statut du Fleuve Sénégal.

S'il n'existe aucun accord ou arrangement et qu'il n'existe pas non plus d'organe commun pour les bassins, cours d'eau, lacs ou aquifères transfrontières, passer directement à la question 4 ; s'il n'existe pas d'accord mais qu'il existe un organe commun, passer à la question 3.

Il faut répondre aux questions 2 et 3 pour chaque accord ou arrangement bilatéral ou multilatéral en vigueur dans le bassin transfrontières (cours d'eau, lac, aquifère) ou groupe de bassins ou sous-bassins

2. a) L'accord ou l'arrangement précise-t-il la zone du bassin sur laquelle porte la coopération ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, vise-t-il le bassin, ou groupe de bassins, dans son ensemble, ainsi que tous les États riverains ?

Oui /Non

Dans la négative, à quoi s'applique-t-il ? [à compléter]

La partie II peut également être remplie pour d'autres types d'arrangements, tels que les mémorandums d'accord.

Si l'accord ou l'arrangement porte sur un sous-bassin, couvre-t-il le sous-bassin dans son ensemble ?

Oui /Non

Quels États (y compris le vôtre) sont-ils liés par cet accord ou arrangement ?
(donner la liste) :

b) Les aquifères (ou masses d'eau souterraines) sont-ils visés par l'accord / l'arrangement ?

Oui /Non

NB :

Pour l'OMVS : Dans la Charte des eaux du fleuve Sénégal (2002) il est prévu quelques closes concernant les aquifères sous le titre 4 : PROTECTION ET PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT, Article 17.

c) Quel est le champ d'application de l'accord ou de l'arrangement ?

Toutes les utilisations de l'eau

Une seule utilisation de l'eau ou un seul secteur

Plusieurs utilisations de l'eau ou secteurs

Si l'accord porte sur une ou plusieurs utilisations de l'eau ou secteurs, préciser (cocher les cases appropriées) :

Utilisations de l'eau ou secteurs

Industrie

Agriculture

Transport (par exemple, navigation)

Ménages

Énergie : hydroélectricité et autres types d'énergie

Tourisme

Protection de la nature

Autres (*préciser*) : [à compléter]

d) Quels thèmes ou domaines de coopération sont-ils visés par l'accord ou l'arrangement ?

Questions procédurales et institutionnelles

Prévention et résolution des litiges et conflits

Coopération institutionnelle (organes communs)

Consultation sur les mesures prévues

Assistance mutuelle

Thèmes de coopération

Perspectives et objectifs de gestion communs

Questions importantes touchant à la gestion commune des eaux

Navigation

Protection de l'environnement (écosystème)

Qualité de l'eau

Quantité ou allocation des ressources en eau

- Coopération dans la lutte contre les inondations
- Coopération dans la lutte contre la sécheresse
- Adaptation aux changements climatiques

Surveillance et échange d'informations

- Évaluations communes
- Collecte et mise en commun de données
- Surveillance commune
- Inventaires communs de données relatives à la pollution
- Élaboration d'objectifs communs en matière de qualité de l'eau
- Procédures communes d'alerte rapide et d'alarme
- Échange de données d'expérience entre États riverains
- Échange d'informations sur les mesures prévues

Planification et gestion communes

- Élaboration de règlements communs sur des thèmes spécifiques
- Élaboration de plans de gestion ou de plans d'action internationaux ou communs pour des cours d'eau, lacs ou bassins aquifères
- Gestion d'infrastructures partagées
- Établissement d'infrastructures partagées

Autres (*préciser*) : [Tout autres thèmes ou domaines que les chefs d'Etats et de

Gouvernement voudront ensemble lui confier.

- e) Quels sont les principaux problèmes et difficultés auxquels votre pays fait face concernant l'accord ou l'arrangement et son application, le cas échéant (*veuillez les décrire*) : [à compléter]
- f) Quelles sont les principales réalisations en matière d'application de l'accord ou de l'arrangement et quels ont été les principaux facteurs de ce succès ? [à compléter]
- g) Joindre une copie de l'accord ou de l'arrangement ou indiquer l'adresse Web à laquelle le document peut être consulté (*joindre le document ou indiquer l'adresse Web*) : **OMVS** : <http://cda.portail-omvs.org>

3. Votre pays est-il membre d'un ou plusieurs organes communs opérationnels pour cet accord ou cet arrangement ?

Oui /Non

Dans la négative, indiquer pourquoi : [à compléter]

Lorsqu'il existe un ou plusieurs organes communs

- a) S'il existe un organe commun, de quel type d'organe s'agit-il ? (*cocher une case*)
 - Plénipotentiaire
 - Commission bilatérale
 - Commission de bassin ou assimilée
 - Autre (*préciser*) : [à compléter]

b) L'organe commun est-il chargé de l'ensemble du bassin ou sous-bassin, des cours d'eau, des lacs ou des aquifères, ou du groupe de bassins transfrontières, et de tous les États riverains ?

Oui /Non

c) Quels États (y compris le vôtre) sont-ils membres de l'organe commun ? (veuillez énumérer) : **OMVS : Sénégal, Mauritanie, Mali, Guinée Conakry** ;

d) L'organe commun présente-t-il l'une des caractéristiques suivantes ? (cocher les cases appropriées)

Un Haut-commissariat

Si le secrétariat est une structure permanente, s'agit-il d'un secrétariat commun ou chaque pays dispose-t-il de son propre secrétariat ? (préciser) : [Le Haut-commissariat est commun à tous les pays et est permanent, Organe Exécutif

Un ou des organes subsidiaires

Préciser (Conférence des chefs d'Etats et de Gouvernements (Instance suprême) ; Conseil des Ministres (Organe de conception et de contrôle) ; Comité Permanent des Eaux ; Comités Locaux de Coordinations, Cellules Nationale OMVS, etc.

Autres caractéristiques : [à compléter]

e) Quelles sont les tâches et activités de cet organe commun⁸ ?

Identification des sources de pollution (C)

Collecte et échange de données (C/E)

Surveillance commune (E)

Tenue d'inventaires communs de données relatives à la pollution (C)

Établissement de limites d'émission (C)

Élaboration d'objectifs communs en matière de qualité de l'eau (C/E)

Gestion et prévention des risques d'inondation ou de sécheresse (C)

Préparation aux événements extrêmes, par exemple, procédures communes d'alerte rapide et d'alarme (C)

Répartition des ressources en eau et / ou régulation des flux (C)

Élaboration des politiques générales (C/E)

Contrôle de la mise en œuvre (E)

Échange de données d'expérience entre États riverains (E)

Échange d'informations sur les utilisations de l'eau et des installations connexes actuelles et prévues (E)

Règlement des litiges et conflits (C/E)

Consultations sur les mesures prévues (E)

Échange d'informations sur la meilleure technologie disponible (E)

Participation à une EIE transfrontière (E)

⁸ Dans cette rubrique peuvent figurer des tâches effectuées conformément à l'accord ou des tâches ajoutées par l'organe commun ou ses organes subsidiaires. Il convient d'indiquer les tâches dont l'exécution est coordonnée par l'organe commun et celles qu'il effectue lui-même.

- Élaboration de plans de gestion du bassin fluvial, lacustre ou aquifère ou de plans d'action (C/E)
- Gestion d'infrastructures partagées (C)
- Traitement des altérations hydromorphologiques (C)
- Adaptation aux changements climatiques (C/E)
- Stratégie conjointe de communication (E)
- Participation et consultation du public à l'échelle du bassin ou de l'organe commun, par exemple concernant les plans de gestion du bassin (E)
- Ressources communes à l'appui de la coopération transfrontière
- Renforcement des capacités (C)

Autres tâches (*préciser*) : [Toutes autres tâches et activités que les chefs d'Etats et de Gouvernement voudront ensemble lui confier]

f) Quels sont les principaux problèmes et difficultés éventuels auxquels votre pays fait face concernant le fonctionnement de l'organe commun ?

Problèmes de gouvernance

Préciser lesquels, le cas échéant : [à compléter]

Retards imprévus dans la planification

Préciser lesquels, le cas échéant : [Retard intervenant dans la planification ou l'exécution de certains projets ou résolutions communes]

Manque de ressources

Préciser lesquelles, le cas échéant : [à compléter]

Absence de mécanisme d'exécution des mesures décidées

Préciser lesquels, le cas échéant : [à compléter]

Absence de mesures efficaces

Préciser lesquels, le cas échéant : [à compléter]

Événements extrêmes imprévus

Préciser lesquels, le cas échéant : [à compléter]

Manque d'informations et de prévisions fiables

Préciser lesquels, le cas échéant : [Lacunes dans le partage d'informations relatives à la mise en œuvre de certains projets, incertitude dans certaines prévisions de mise en œuvre de projet]

Autres difficultés et problèmes (*indiquer lesquels et les décrire, le cas échéant*) : [à compléter]

g) Si les États riverains ne sont pas tous membres de l'organe commun, comment l'organe coopère-t-il avec eux ?

Pas de coopération

Ils ont le statut d'observateur

Autres (*préciser*) : [à compléter]

h) L'organe commun ou ses organes subsidiaires se rencontrent-ils régulièrement ?

Oui / Non

Dans l'affirmative, à quelle fréquence se réunissent-ils ? [CCEG: 1 SO/an; CM: 2 SO/an; CPE: 5 SO/an]

- i) Quels sont les principaux résultats obtenus en ce qui concerne l'organe commun ?
[à compléter]
- j) Les représentants des organisations internationales sont-ils invités aux réunions de l'organe ou des organes communs en qualité d'observateurs ?
Oui /Non
- k) L'organe commun a-t-il déjà invité un État côtier à coopérer ?
Oui /Non
Dans l'affirmative, préciser. Dans la négative, expliquer pourquoi : [à compléter]
4. Existe-t-il un plan de gestion commun ou coordonné (tel qu'un plan d'action ou une stratégie commune) ou des objectifs communs ont-ils été définis visant spécifiquement les eaux transfrontières faisant l'objet de la coopération ?
Oui /Non
Dans l'affirmative, fournir de plus amples renseignements : **[OMVS : SDAGE]**
5. De quelles mesures de protection bénéficie le bassin, cours d'eau, lac ou aquifère transfrontière, s'agissant notamment des écosystèmes, dans le cadre de l'utilisation durable et rationnelle de l'eau ?
- | | |
|---|--------------------------|
| Activités de boisement | <input type="checkbox"/> |
| Reconstitution des écosystèmes | <input type="checkbox"/> |
| Normes relatives aux flux environnementaux | <input type="checkbox"/> |
| Mesures concernant les eaux souterraines (par exemple, zones de protection) | <input type="checkbox"/> |
- Autres mesures (*préciser*) : [à compléter]
6. a) Votre pays échange-t-il des informations et des données avec d'autres États riverains du bassin ?
Oui /Non
- b) Dans l'affirmative, quels sont les thèmes qui font l'objet de ces échanges d'informations et de données ?
- | | |
|--|-------------------------------------|
| Conditions environnementales | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Activités de recherche et application des meilleurs techniques disponibles | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Données relatives à la surveillance des émissions | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Mesures planifiées prises pour prévenir, maîtriser ou réduire les impacts transfrontières | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Sources de pollution ponctuelles | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Sources de pollution diffuses | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Altérations hydro morphologiques existantes (barrages, etc.) | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Rejets | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Prélèvements d'eau | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Mesures planifiées ayant un impact transfrontière, telles que le développement des infrastructures | <input checked="" type="checkbox"/> |
- Autres thèmes (*préciser*) : [à compléter]
- c) Existe-t-il une base de données ou plateforme d'information partagée ?

Oui /Non

d) La base de données est-elle accessible au public ?

Oui /Non

(NB : Base de donnée existante pour l'OMVS au Centre de Documentation et d'Archive (CDA))

Dans l'affirmative, indiquer l'adresse Web à laquelle elle peut être consultée :

[OMVS : cda.portail-omvs.org]

e) Quels sont les principaux problèmes et difficultés rencontrés en matière d'échange de données, le cas échéant ? (*préciser*) : [partage de certains résultats d'études nationales, lourdeurs liés à certaines procédures administratives pour l'échange de données, manque de réseau intranet d'échange de données à temps réel, suivie de l'échange de données]

f) Quels sont les principaux avantages de l'échange de données sur les eaux transfrontières faisant l'objet de la coopération ? (*préciser*) : [meilleure visibilité dans l'exécution des politiques communes de développement, permet d'éviter les doublons entre Etats riverains, efficacité dans l'atteinte des objectifs communes, renforcement de la coopération, etc.]

7. Les États riverains exercent-ils une surveillance commune du bassin, cours d'eau, lac ou aquifère transfrontière ?

Oui /Non

a) Dans l'affirmative, que recouvre la surveillance commune ?

	<i>Couvert?</i>	<i>Hydrologique</i>	<i>Écologique</i>	<i>Chimique</i>
Eaux frontalières de surface	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux de surface dans l'ensemble du bassin	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Eaux de surface du cours d'eau principal	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Aquifères (ou eaux souterraines) reliés entre eux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Aquifères (ou eaux souterraines) non reliés entre eux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

b) S'il y a surveillance commune, comment est-elle effectuée ?

Stations nationales de surveillance reliées en réseau ou stations communes

Méthodes communes et concertées

Échantillonnage conjoint

Réseau commun de surveillance

Paramètres communs concertés

c) Décrire les principales réalisations concernant la surveillance commune, le cas échéant : [à compléter]

d) Décrire toute difficulté rencontrée dans le cadre de la surveillance commune : [à compléter]

8. Les États riverains procèdent-ils à une évaluation commune du bassin, du cours d'eau, du lac ou de l'aquifère transfrontière ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, indiquer la date de la dernière ou de l'unique évaluation, la fréquence et la portée (par exemple, eaux de surface ou eaux souterraines seulement, sources de pollution, etc.) de l'évaluation : [OMVS : ADT, 2007 ; SDAGE Phase I : 2009] [OMVS : TDA, 2007 ; SDAGE Phase I : 2009]

9. Les États riverains sont-ils convenus d'utiliser des normes communes de qualité de l'eau ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, ces normes sont-elles fondées sur une norme internationale ou régionale (préciser laquelle) ou s'inspirent-elles des normes nationales des États riverains ? [à compléter]

10. Quelles sont les mesures appliquées pour prévenir ou limiter l'impact transfrontière de la pollution accidentelle ?

Notification et communication

Système coordonné ou commun d'alarme en cas de pollution accidentelle de l'eau

Autres (*préciser*) : [à compléter]

Pas de mesure

Dans la négative, indiquer pourquoi. Quelles sont les difficultés auxquelles se heurte votre pays pour mettre en place ce genre de mesures ? [à compléter]

11. Quelles sont les mesures appliquées pour prévenir ou limiter l'impact transfrontière des événements météorologiques extrêmes ?

Notification et communication

Système d'alarme coordonné ou commun en cas d'inondation

Système d'alarme coordonné ou commun en cas de sécheresse

Stratégie commune d'adaptation aux changements climatiques

Stratégie commune de réduction des risques de catastrophe

Autres (*préciser*) : [à compléter]

Pas de mesure

Dans la négative, indiquer pourquoi. Quelles sont les difficultés auxquelles se heurte votre pays pour mettre en place ce genre de mesures ? [à compléter]

12. En cas de situation critique, des procédures d'assistance mutuelle sont-elles en place ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, les décrire brièvement : [à compléter]

13. Le public ou les parties prenantes participent-ils à la gestion des eaux transfrontières du bassin, cours d'eau, lac ou aquifère ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, comment ? (cocher toutes les cases appropriées) (N. B. : Si votre pays est Partie à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus), vous pouvez renvoyer au rapport établi par votre pays au titre de cette convention :

Les parties prenantes ont le statut d'observateur auprès d'un organe commun

Dans l'affirmative, indiquer les parties prenantes pour chaque organe commun : [à compléter]

Accès du public à l'information

Consultation sur les mesures prévues ou les plans de gestion du bassin fluvial⁹

Participation du public

Autres (*préciser*) : [à compléter]

Section 1 : Bassin du fleuve Gambie-Kayanga/Geba-Koliba/Corubal

Nom du bassin, du cours d'eau, du lac ou de l'aquifère transfrontière ou du groupe de ces entités, liste des États riverains et part du pays dans le bassin :

1. Existe-t-il un ou plusieurs accords ou arrangements (bilatéraux ou multilatéraux) transfrontières concernant ce bassin ?

Un ou plusieurs accords ou arrangements existent et sont en vigueur

Un accord ou un arrangement a été élaboré, mais il n'est pas en vigueur

Un accord ou un arrangement a été élaboré, mais il n'est pas en vigueur pour tous les riverains

Indiquer le nom du ou des accords ou des arrangements : [à compléter]

Un accord ou un arrangement est en cours d'élaboration

Il n'existe pas d'accord

S'il n'y a pas d'accord ou d'arrangement ou si l'accord ou l'arrangement n'est pas en vigueur, expliquer brièvement pourquoi et donner des informations sur tout projet visant à remédier à la situation : [à compléter]

NB :

Pour le bassin du Fleuve Gambie (BFG), cette arrangement est matérialisé par la convention relative au statut du fleuve Gambie et celle portant création de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie en son article 1.2 (article visant également les fleuves Kayanga/Geba et Koliba/Corubal).

S'il n'existe aucun accord ou arrangement et qu'il n'existe pas non plus d'organe commun pour les bassins, cours d'eau, lacs ou aquifères transfrontières, passer directement à la question 4 ; s'il n'existe pas d'accord mais qu'il existe un organe commun, passer à la question 3.

Il faut répondre aux questions 2 et 3 pour chaque accord ou arrangement bilatéral ou multilatéral en vigueur dans le bassin transfrontières (cours d'eau, lac, aquifère) ou groupe de bassins ou sous-bassins

2. a) L'accord ou l'arrangement précise-t-il la zone du bassin sur laquelle porte la coopération ?

Oui /Non

⁹ Ou, le cas échéant, les plans de gestion de l'aquifère.

Dans l'affirmative, vise-t-il le bassin, ou groupe de bassins, dans son ensemble, ainsi que tous les États riverains ?

Oui /Non

Dans la négative, à quoi s'applique-t-il ? [à compléter]

Si l'accord ou l'arrangement porte sur un sous-bassin, couvre-t-il le sous-bassin dans son ensemble ?

Oui /Non

Quels États (y compris le vôtre) sont-ils liés par cet accord ou arrangement ? (donner la liste) :

b) Les aquifères (ou masses d'eau souterraines) sont-ils visés par l'accord / l'arrangement ?

Oui /Non

c) Quel est le champ d'application de l'accord ou de l'arrangement ?

Toutes les utilisations de l'eau

Une seule utilisation de l'eau ou un seul secteur

Plusieurs utilisations de l'eau ou secteurs

Si l'accord porte sur une ou plusieurs utilisations de l'eau ou secteurs, préciser (cocher les cases appropriées) :

Utilisations de l'eau ou secteurs

Industrie

Agriculture

Transport (par exemple, navigation)

Ménages

Énergie : hydroélectricité et autres types d'énergie

Tourisme

Protection de la nature

Autres (*préciser*) : [à compléter]

d) Quels thèmes ou domaines de coopération sont-ils visés par l'accord ou l'arrangement ?

Questions procédurales et institutionnelles

Prévention et résolution des litiges et conflits

Coopération institutionnelle (organes communs)

Consultation sur les mesures prévues

Assistance mutuelle

Thèmes de coopération

Perspectives et objectifs de gestion communs

Questions importantes touchant à la gestion commune des eaux

Navigation

Protection de l'environnement (écosystème)

Qualité de l'eau

Quantité ou allocation des ressources en eau

- Coopération dans la lutte contre les inondations
- Coopération dans la lutte contre la sécheresse
- Adaptation aux changements climatiques

Surveillance et échange d'informations

- Évaluations communes
- Collecte et mise en commun de données
- Surveillance commune
- Inventaires communs de données relatives à la pollution
- Élaboration d'objectifs communs en matière de qualité de l'eau
- Procédures communes d'alerte rapide et d'alarme
- Échange de données d'expérience entre États riverains
- Échange d'informations sur les mesures prévues

Planification et gestion communes

- Élaboration de règlements communs sur des thèmes spécifiques
- Élaboration de plans de gestion ou de plans d'action internationaux ou communs pour des cours d'eau, lacs ou bassins aquifères
- Gestion d'infrastructures partagées
- Établissement d'infrastructures partagées

Autres (*préciser*) : [Tout autres thèmes ou domaines que les chefs d'Etats et de

Gouvernement voudront ensemble lui confier.]

- e) Quels sont les principaux problèmes et difficultés auxquels votre pays fait face concernant l'accord ou l'arrangement et son application, le cas échéant (*veuillez les décrire*) : [à compléter]
- f) Quelles sont les principales réalisations en matière d'application de l'accord ou de l'arrangement et quels ont été les principaux facteurs de ce succès ? [à compléter]
- g) Joindre une copie de l'accord ou de l'arrangement ou indiquer l'adresse Web à laquelle le document peut être consulté (*joindre le document ou indiquer l'adresse Web*) :

OMVG : www.omvg.org

3. Votre pays est-il membre d'un ou plusieurs organes communs opérationnels pour cet accord ou cet arrangement ?

Oui /Non

Dans la négative, indiquer pourquoi : [à compléter]

Lorsqu'il existe un ou plusieurs organes communs

- a) S'il existe un organe commun, de quel type d'organe s'agit-il ? (*cocher une case*)

Plénipotentiaire

Commission bilatérale

Commission de bassin ou assimilée

Autre (*préciser*) : [à compléter]

- b) L'organe commun est-il chargé de l'ensemble du bassin ou sous-bassin, des cours d'eau, des lacs ou des aquifères, ou du groupe de bassins transfrontières, et de tous les États riverains ?

Oui /Non

c) Quels États (y compris le vôtre) sont-ils membres de l'organe commun ? (veuillez énumérer) : **OMVG : Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée Conakry**

d) L'organe commun présente-t-il l'une des caractéristiques suivantes ? (cocher les cases appropriées)

Un Haut-commissariat

Si le secrétariat est une structure permanente, s'agit-il d'un secrétariat commun ou chaque pays dispose-t-il de son propre secrétariat ? (préciser) : [Le Haut-commissariat est commun à tous les pays et est permanent, Organe Exécutif

Un ou des organes subsidiaires

Préciser (Conférence des chefs d'Etats et de Gouvernements (Instance suprême) ; Conseil des Ministres (Organe de conception et de contrôle) ; Comité Permanent des Eaux ; Comités Locaux de Coordinations, Cellules Nationale OMVG, etc.

Autres caractéristiques : [à compléter]

e) Quelles sont les tâches et activités de cet organe commun¹⁰ ?

Identification des sources de pollution (C)

Collecte et échange de données (C/E)

Surveillance commune (E)

Tenue d'inventaires communs de données relatives à la pollution (C)

Établissement de limites d'émission (C)

Élaboration d'objectifs communs en matière de qualité de l'eau (C/E)

Gestion et prévention des risques d'inondation ou de sécheresse (C)

Préparation aux événements extrêmes, par exemple, procédures communes d'alerte rapide et d'alarme (C)

Répartition des ressources en eau et / ou régulation des flux (C)

Élaboration des politiques générales (C/E)

Contrôle de la mise en œuvre (E)

Échange de données d'expérience entre États riverains (E)

Échange d'informations sur les utilisations de l'eau et des installations connexes actuelles et prévues (E)

Règlement des litiges et conflits (C/E)

Consultations sur les mesures prévues (E)

Échange d'informations sur la meilleure technologie disponible (E)

Participation à une EIE transfrontière (E)

¹⁰ Dans cette rubrique peuvent figurer des tâches effectuées conformément à l'accord ou des tâches ajoutées par l'organe commun ou ses organes subsidiaires. Il convient d'indiquer les tâches dont l'exécution est coordonnée par l'organe commun et celles qu'il effectue lui-même.

- Élaboration de plans de gestion du bassin fluvial, lacustre ou aquifère ou de plans d'action (C/E)
- Gestion d'infrastructures partagées (C)
- Traitement des altérations hydromorphologiques (C)
- Adaptation aux changements climatiques (C/E)
- Stratégie conjointe de communication (E)
- Participation et consultation du public à l'échelle du bassin ou de l'organe commun, par exemple concernant les plans de gestion du bassin (E)
- Ressources communes à l'appui de la coopération transfrontière
- Renforcement des capacités (C)

Autres tâches (*préciser*) : [Toutes autres tâches et activités que les chefs d'Etats et de Gouvernement voudront ensemble lui confier]

f) Quels sont les principaux problèmes et difficultés éventuels auxquels votre pays fait face concernant le fonctionnement de l'organe commun ?

Problèmes de gouvernance

Préciser lesquels, le cas échéant : [à compléter]

Retards imprévus dans la planification

Préciser lesquels, le cas échéant : [Retard intervenant dans la planification ou l'exécution de certains projets ou résolutions communes]

Manque de ressources

Préciser lesquelles, le cas échéant : [à compléter]

Absence de mécanisme d'exécution des mesures décidées

Préciser lesquels, le cas échéant : [à compléter]

Absence de mesures efficaces

Préciser lesquels, le cas échéant : [à compléter]

Événements extrêmes imprévus

Préciser lesquels, le cas échéant : [à compléter]

Manque d'informations et de prévisions fiables

Préciser lesquels, le cas échéant : [Lacunes dans le partage d'informations relatives à la mise en œuvre de certains projets, incertitude dans certaines prévisions de mise en œuvre de projet]

Autres difficultés et problèmes (*indiquer lesquels et les décrire, le cas échéant*) : [à compléter]

g) Si les États riverains ne sont pas tous membres de l'organe commun, comment l'organe coopère-t-il avec eux ?

Pas de coopération

Ils ont le statut d'observateur

Autres (*préciser*) : [à compléter]

h) L'organe commun ou ses organes subsidiaires se rencontrent-ils régulièrement ?

Oui / Non

Dans l'affirmative, à quelle fréquence se réunissent-ils ? [CCEG: 1 SO/an; CM: 2 SO/an; CPE: tel que précisé à l'article 3 du Règlement intérieur de la CPE]

i) Quels sont les principaux résultats obtenus en ce qui concerne l'organe commun ?
[à compléter]

j) Les représentants des organisations internationales sont-ils invités aux réunions de l'organe ou des organes communs en qualité d'observateurs ?

Oui /Non

k) L'organe commun a-t-il déjà invité un État côtier à coopérer ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, préciser. Dans la négative, expliquer pourquoi : [à compléter]

4. Existe-t-il un plan de gestion commun ou coordonné (tel qu'un plan d'action ou une stratégie commune) ou des objectifs communs ont-ils été définis visant spécifiquement les eaux transfrontières faisant l'objet de la coopération ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, fournir de plus amples renseignements : outre les dispositions énoncés dans les textes institutifs, l'OMVG a déjà mené, entre 2004 et 2010, un Projet de Mise en Valeur et de Gestion des Ressources Naturelles (PMVGRN) financé conjointement par la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Islamique de Développement (BID) et ses pays membres. D'autres études sont en cours en vue de définir d'autres plan de gestion commun et coordonné.

5. De quelles mesures de protection bénéficie le bassin, cours d'eau, lac ou aquifère transfrontière, s'agissant notamment des écosystèmes, dans le cadre de l'utilisation durable et rationnelle de l'eau ?

Activités de boisement

Reconstitution des écosystèmes

Normes relatives aux flux environnementaux

Mesures concernant les eaux souterraines (par exemple, zones de protection)

Autres mesures (*préciser*) : [à compléter]

6. a) Votre pays échange-t-il des informations et des données avec d'autres États riverains du bassin ?

Oui /Non

b) Dans l'affirmative, quels sont les thèmes qui font l'objet de ces échanges d'informations et de données ?

Conditions environnementales

Activités de recherche et application des meilleurs techniques disponibles

Données relatives à la surveillance des émissions

Mesures planifiées prises pour prévenir, maîtriser ou réduire les impacts transfrontières

Sources de pollution ponctuelles

Sources de pollution diffuses

Altérations hydro morphologiques existantes (barrages, etc.)

- Rejets
- Prélèvements d'eau
- Mesures planifiées ayant un impact transfrontière,
telles que le développement des infrastructures
- Autres thèmes (*préciser*) : [à compléter]

c) Existe-t-il une base de données ou plateforme d'information partagée ?

Oui /Non

d) La base de données est-elle accessible au public ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, indiquer l'adresse Web à laquelle elle peut être consultée :

e) Quels sont les principaux problèmes et difficultés rencontrés en matière d'échange de données, le cas échéant ? (*préciser*) : [manque de base de donnée, partage de certains résultats d'études nationales, lourdeurs liés à certaines procédures administratives pour l'échange de données, manque de réseau intranet d'échange de données à temps réel, suivie de l'échange de données]

f) Quels sont les principaux avantages de l'échange de données sur les eaux transfrontières faisant l'objet de la coopération ? (*préciser*) : [meilleur visibilité dans l'exécution des politiques communes de développement, permet d'éviter les doublons entres Etats riverains, efficience dans l'atteinte des objectifs communes, renforcement de la coopération, etc.]

7. Les États riverains exercent-ils une surveillance commune du bassin, cours d'eau, lac ou aquifère transfrontière ?

Oui /Non

a) Dans l'affirmative, que recouvre la surveillance commune ?

	<i>Couvert?</i>	<i>Hydrologique</i>	<i>Écologique</i>	<i>Chimique</i>
Eaux frontalières de surface	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux de surface dans l'ensemble du bassin	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Eaux de surface du cours d'eau principal	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Aquifères (ou eaux souterraines) reliés entre eux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Aquifères (ou eaux souterraines) non reliés entre eux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

b) S'il y a surveillance commune, comment est-elle effectuée ?

- Stations nationales de surveillance reliées en réseau
ou stations communes
- Méthodes communes et concertées
- Échantillonnage conjoint
- Réseau commun de surveillance

Paramètres communs concertés

c) Décrire les principales réalisations concernant la surveillance commune, le cas échéant : [à compléter]

d) Décrire toute difficulté rencontrée dans le cadre de la surveillance commune : [à compléter]

8. Les États riverains procèdent-ils à une évaluation commune du bassin, du cours d'eau, du lac ou de l'aquifère transfrontière ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, indiquer la date de la dernière ou de l'unique évaluation, la fréquence et la portée (par exemple, eaux de surface ou eaux souterraines seulement, sources de pollution, etc.) de l'évaluation :

9. Les États riverains sont-ils convenus d'utiliser des normes communes de qualité de l'eau ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, ces normes sont-elles fondées sur une norme internationale ou régionale (préciser laquelle) ou s'inspirent-elles des normes nationales des États riverains ? [à compléter]

10. Quelles sont les mesures appliquées pour prévenir ou limiter l'impact transfrontière de la pollution accidentelle ?

Notification et communication

Système coordonné ou commun d'alarme en cas de pollution accidentelle de l'eau

Autres (*préciser*) : [à compléter]

Pas de mesure

Dans la négative, indiquer pourquoi. Quelles sont les difficultés auxquelles se heurte votre pays pour mettre en place ce genre de mesures ? [à compléter]

11. Quelles sont les mesures appliquées pour prévenir ou limiter l'impact transfrontière des événements météorologiques extrêmes ?

Notification et communication

Système d'alarme coordonné ou commun en cas d'inondation

Système d'alarme coordonné ou commun en cas de sécheresse

Stratégie commune d'adaptation aux changements climatiques

Stratégie commune de réduction des risques de catastrophe

Autres (*préciser*) : [à compléter]

Pas de mesure

Dans la négative, indiquer pourquoi. Quelles sont les difficultés auxquelles se heurte votre pays pour mettre en place ce genre de mesures ? [à compléter]

12. En cas de situation critique, des procédures d'assistance mutuelle sont-elles en place ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, les décrire brièvement : [à compléter]

13. Le public ou les parties prenantes participent-ils à la gestion des eaux transfrontières du bassin, cours d'eau, lac ou aquifère ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, comment ? (cocher toutes les cases appropriées) (N. B. : Si votre pays est Partie à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus), vous pouvez renvoyer au rapport établi par votre pays au titre de cette convention :

Les parties prenantes ont le statut d'observateur auprès d'un organe commun

Dans l'affirmative, indiquer les parties prenantes pour chaque organe commun : [à compléter]

Accès du public à l'information

Consultation sur les mesures prévues ou les plans de gestion du bassin fluvial¹¹

Participation du public

Autres (*préciser*) : [à compléter]

Ne pas oublier de remplir la partie II pour chacun des bassins transfrontières (cours d'eau, lacs ou aquifères). Joindre une copie des accords, le cas échéant.

¹¹ Ou, le cas échéant, les plans de gestion de l'aquifère.

Partie III. Informations d'ordre général sur la gestion des eaux transfrontières au niveau national

Dans cette partie, vous êtes invité à fournir des informations d'ordre général sur la gestion des eaux transfrontières au niveau national. Les informations relatives à des bassins transfrontières (cours d'eau, lacs ou aquifères) et à des accords transfrontières précis doivent être présentées exclusivement dans la partie II, sans être mentionnées dans cette partie.

1. a) La législation de votre pays prévoit-elle des mesures visant à prévenir, maîtriser et réduire tout impact transfrontière ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, indiquer les principaux textes de lois : [Code de l'eau (mais à vérifier)]

- b) Les politiques, plans d'action et stratégies de votre pays prévoient-ils des mesures visant à prévenir, maîtriser ou réduire tout impact transfrontière ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, indiquer les politiques, plans d'action et stratégies principaux : [Lettre de Politique Sectorielle Eau (mais à vérifier)]

- c) La législation de votre pays établit-elle les principes suivants ?

Principe de précaution Oui /Non

Principe pollueur-payeur Oui /Non

Développement durable Oui /Non

- d) Existe-t-il dans votre pays un système national de permis ou d'autorisation de rejet des eaux usées et autres formes de pollution provenant de sources ponctuelles (*par exemple, dans les secteurs de l'industrie, de l'exploitation minière, de l'énergie, de la gestion municipale, de la gestion des eaux usées ou d'autres secteurs*) ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, pour quels secteurs ? (préciser) : [Tout secteurs avec source de pollution]

Dans le cas contraire, expliquer pourquoi (en donnant les raisons les plus importantes) ou indiquer s'il est prévu de mettre en place un système de permis ou d'autorisations :

S'il existe dans votre pays un système d'autorisations, préciser si ce système prévoit la fixation de limites d'émission fondées sur la meilleure technologie disponible ?

Oui /Non

- e) Les rejets autorisés sont-ils surveillés et contrôlés ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, comment ? (cocher les cases appropriées) :

Surveillance des rejets

Surveillance des impacts physiques et chimiques sur l'eau

Surveillance des impacts écologiques sur l'eau

Conditions de délivrance des permis

Inspection

Autres moyens (préciser) : [à compléter]

S'il n'existe pas dans votre pays de système de surveillance des rejets, expliquer pourquoi ou indiquer s'il existe des projets de mise en place d'un tel système : [à compléter]

- f) Quelles sont les principales mesures prises par votre pays pour réduire les sources diffuses de pollution des eaux transfrontières (*par exemple provenant des secteurs de*

l'agriculture, des transports, de l'exploitation forestière ou de l'aquaculture)? Les mesures énumérées ci-après concernent l'agriculture, mais d'autres secteurs pourraient avoir une incidence plus grande; n'oubliez pas de les inclure dans « autres » :

Mesures législatives

Normes régissant l'utilisation d'engrais

Normes régissant l'utilisation de lisier ou de fumier

Interdiction de l'utilisation de pesticides ou normes régissant cette utilisation

Autres (*préciser*) : [à compléter]

Mesures économiques et financières

Mesures d'incitation financière

Écotaxes (par exemple sur les engrais)

Autres (*préciser*) : [à compléter]

Services de vulgarisation agricole

Mesures techniques

Mesures de contrôle à la source

Rotation des cultures

Contrôle du travail de la terre

Cultures de couverture hivernales

Autres (*préciser*) : [à compléter]

Autres mesures

Bandes tampon / filtrantes

Reconstitution des zones humides

Pièges à sédiments

Mesures chimiques

Autres (*préciser*) : [à compléter]

Autres types de mesures

Si oui, préciser : [à compléter]

g) Quelles sont les principales mesures prises par votre pays pour une utilisation plus efficace des ressources en eau ?

Cocher la case appropriée (toutes ne sont pas nécessairement pertinentes)

Système de réglementation des prélèvements d'eau

Surveillance et contrôle des prélèvements

Définition claire des droits d'usage de l'eau

Établissement d'une liste des priorités en termes de répartition de l'eau

Technologies permettant d'économiser l'eau

Techniques d'irrigation perfectionnées

Activités de régulation de la demande

Autres moyens (précisez) : [à compléter]

h) Votre pays applique-t-il l'approche écosystémique ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, décrire de quelle manière : [à compléter]

i) Votre pays prend-il des mesures spécifiques pour éviter la pollution des eaux souterraines ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, énumérer les mesures les plus importantes : des mesures sont prévues dans le [DECRET N° 98-556 du 25 juin 1998 portant application des dispositions du Code de l'Eau relatives à la Police de l'Eau du Code de l'eau](#).

2. Votre pays exige-t-il une évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) dans le contexte transfrontière ?

Oui /Non

Votre pays a-t-il établi des procédures d'EIE transfrontière ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, indiquer la législation applicable (préciser le nom et le chapitre des lois pertinentes) : [Charte des Eaux du fleuve Sénégal](#)

3. Votre pays est-il Partie à des accords ou arrangements transfrontières de protection et / ou de gestion des eaux transfrontières (par exemple, des eaux de surface ou des aquifères), qu'ils soient bilatéraux, multilatéraux et / ou qu'ils concernent tel ou tel bassin ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, indiquer les accords bilatéraux, multilatéraux et de bassin (pour chacun des pays concernés) : [OMVG : Convention relative au statut du fleuve Gambie](#) ; [OMVS : Convention relative au statut du fleuve Sénégal](#), [Charte des eaux du fleuve Sénégal](#)

Partie IV. Questions finales

1. Quelles sont les principales difficultés rencontrées par votre pays dans la coopération concernant les eaux transfrontières ? (*préciser*) :

En termes de difficultés rencontrées dans le cadre de la coopération concernant les eaux transfrontalières c'est l'insuffisance de la prise en compte de la gestion des eaux souterraines dans les conventions respectives.

2. Quels ont été ses principaux succès dans la coopération concernant les eaux transfrontières ? Quels sont les éléments clefs de ce succès ? (donner des exemples concrets) :

Les principaux succès relaté dans le cadre de la coopération concernant les eaux transfrontalières sont entre autre :

- La convention portant statut juridique des ouvrages communs qui définit les droits et obligations des Etats copropriétaires ainsi que les modalités de la création d'Agences de gestion des ouvrages communs ;
 - La convention relative aux modalités de financement des ouvrages communs qui prévoit les modalités de financement des programmes ;
 - Existence d'une Charte des Eaux ;
3. Communiquer toute information complémentaire sur le processus d'établissement du rapport (par exemple, s'il y a eu échange ou consultation au sein de l'organe commun ou avec les pays riverains), notamment concernant les institutions qui ont été consultées (*préciser*) :

Dans le cadre du processus d'établissement du rapport, des consultations ont été faites à l'endroit des organismes de bassins que sont l'OMVS et l'OMVG ainsi qu'au niveau de la Cellule Nationale OMVS/OMVG pour la collecte de données et le remplissage du questionnaire.

4. Consigner ici toute autre observation : [à compléter]

Dans le cadre de cet exercice de renseignement de l'indicateur 6.5.2 il serait intéressant en plus du questionnaire de proposer une grille d'évaluation notées sur cent (100) points en vue de mesurer le niveau de mise en œuvre de la GIRE au niveau transfrontalière d'autant plus que le calcul se limite à l'existence d'arrangement institutionnel. Dans ce cas, la note du pays serait égale aux résultats obtenus par rapport à l'existence d'arrangement institutionnel concernant les eaux de surface et les eaux souterraines plus la note d'évaluation de la grille de question divisée par deux (2).

5. Nom et coordonnées de la personne qui a rempli le questionnaire : Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau (DGPRE) et la Cellule Nationale OMVS/OMVG

- M. Niokhor NDOUR, Directeur de la DGPRE ; **E-mail** : niokhorndour@gmail.com
- M. Bocar Abdallah SALL, Chargé de projets à la DGPRE ; **E-mail** : bocarsall55@gmail.com
- M. Moussa BERTHE, Cellule Nationale OMVS/OMVG ; **E-mail** : moussa.brt@gmail.com

Dakar le 13 juillet 2017

Signature :



Le Directeur

NIOKHOR NDOUR